

Le 10 septembre 2025, la régression sociale ne se négocie pas, elle se combat !

En pleine période de congés, le gouvernement, au service du patronat, a annoncé un budget d'une violence inédite : vol de 2 jours fériés ; doublement des franchises médicales ; gel du salaire des fonctionnaires, des pensions de retraite, de toutes les allocations sociales (aides au logement, allocations familiales, allocations adultes handicapés, ...) ; réforme de l'assurance chômage ; suppression de 3000 places de fonctionnaires avant des dizaines de milliers d'autres ; coupe dans les budgets de l'Hôpital, des écoles, de la culture ; volonté affichée de remettre en cause la 5^{ème} semaine de congés payés et précariser toujours plus les contrats ...

Si ce budget était adopté, chacune et chacun perdrait plusieurs centaines d'euros en 2026, nos services publics et notre système de protection sociale seraient considérablement affaiblis.

Pourquoi une telle cure d'austérité ? Parce-que Emmanuel Macron a multiplié les cadeaux aux plus riches et aux grandes entreprises tout en engageant une augmentation massive des budgets militaires au profit des vendeurs d'armes.

Nous refusons qu'encore une fois, le monde du travail soit sommé de passer à la caisse : c'est aux grandes entreprises et aux rentiers, qui se gavent d'argent public et de dividendes, de payer !!



La CGT exige l'abandon du projet de budget et la mise en place de mesures d'urgence autour de 5 priorités :

- 1) *La justice fiscale, la taxation du patrimoine, des dividendes et des rachats d'actions, la remise à plat des 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises, le rétablissement de l'ISF et la mise en place d'une vraie progressivité de l'impôt sur le revenu.*
- 2) *La justice sociale par l'abrogation de la réforme des retraites et le retour de la retraite à 60 ans et une sécurité sociale répondant aux enjeux actuels, rétablis dans les prérogatives issues du programme du CNR, doté de l'ensemble des moyens nécessaires pour répondre aux besoins.*
- 3) *Le financement de nos services publics et la transformation environnementale de notre économie, de l'argent pour nos hôpitaux, nos écoles, nos universités, nos infrastructures et notre politique culturelle.*
- 4) *L'augmentation des salaires, des pensions, des minimas sociaux et l'égalité femmes hommes.*
- 5) *L'arrêt des licenciements et suppression des emplois masqués (rupture conventionnelle, départ en retraite non remplacé, ...) et l'organisation d'assises de l'emploi et notamment de l'industrie.*

Quelle que soit la situation gouvernementale à venir, ce que nous voulons c'est un autre budget correspondant aux urgences sociales et environnementales.

La CGT accompagne le mouvement citoyen « Bloquons tout » par l'appel à la grève !



Syndiquez-vous sur www.ud37.cgt.fr

